

Mais l'intérêt du Canada pour les Antilles ne se limite aucunement aux États membres du Commonwealth. Nous avons suivi de près et accueilli avec soulagement le changement de gouvernement en Haïti et l'évolution de ce pays vers la démocratie.

Beaucoup d'Haïtiens ont été chassés de leur patrie par la brutalité du régime Duvalier, par les affres de la pauvreté, et ont établi des communautés un peu partout dans le monde, dont celle que nous avons à Montréal, la troisième en importance. Le Canada n'est pas seulement disposé à accueillir Haïti dans les rangs des nations libres; nous sommes disposés aussi à lui fournir une aide économique, que nous allons d'ailleurs doubler l'an prochain pour la faire passer à 13 millions \$. Et dans ce cas aussi, je suis convaincu que la démocratie ira de pair avec le développement.

Nous nous réjouissons des progrès de la démocratie en Amérique centrale, mais nous nous inquiétons vivement de la polarisation qui s'y produit actuellement. Depuis deux ans, le Canada a envoyé des observateurs suivre le déroulement des élections au Salvador, au Honduras et au Guatemala; dans chaque cas, leurs comptes rendus ont été extrêmement favorables. Malheureusement, nous savons trop bien qu'il y a des violations des droits de la personne au Guatemala et au Salvador, et cette situation continue de nous troubler profondément.

Nous savons aussi qu'il y a de graves violations des droits civiques au Nicaragua. Ainsi, nous trouvons extrêmement déplorable la fermeture du journal La Prensa, qui est représenté dans cette salle mais qui est interdit dans les rues de Managua. C'est pourquoi j'invite les dirigeants sandinistes à se rappeler dans quel esprit est née leur révolution. Dans cet esprit, un évêque ne serait pas écarté de sa chaire et un journal ne serait pas frappé d'interdit.